

Crise de la dette & audit citoyen

Esther Jeffers

CS Attac

Collectif Audit Citoyen de la
dette

Dettes publique et déficit budgétaire

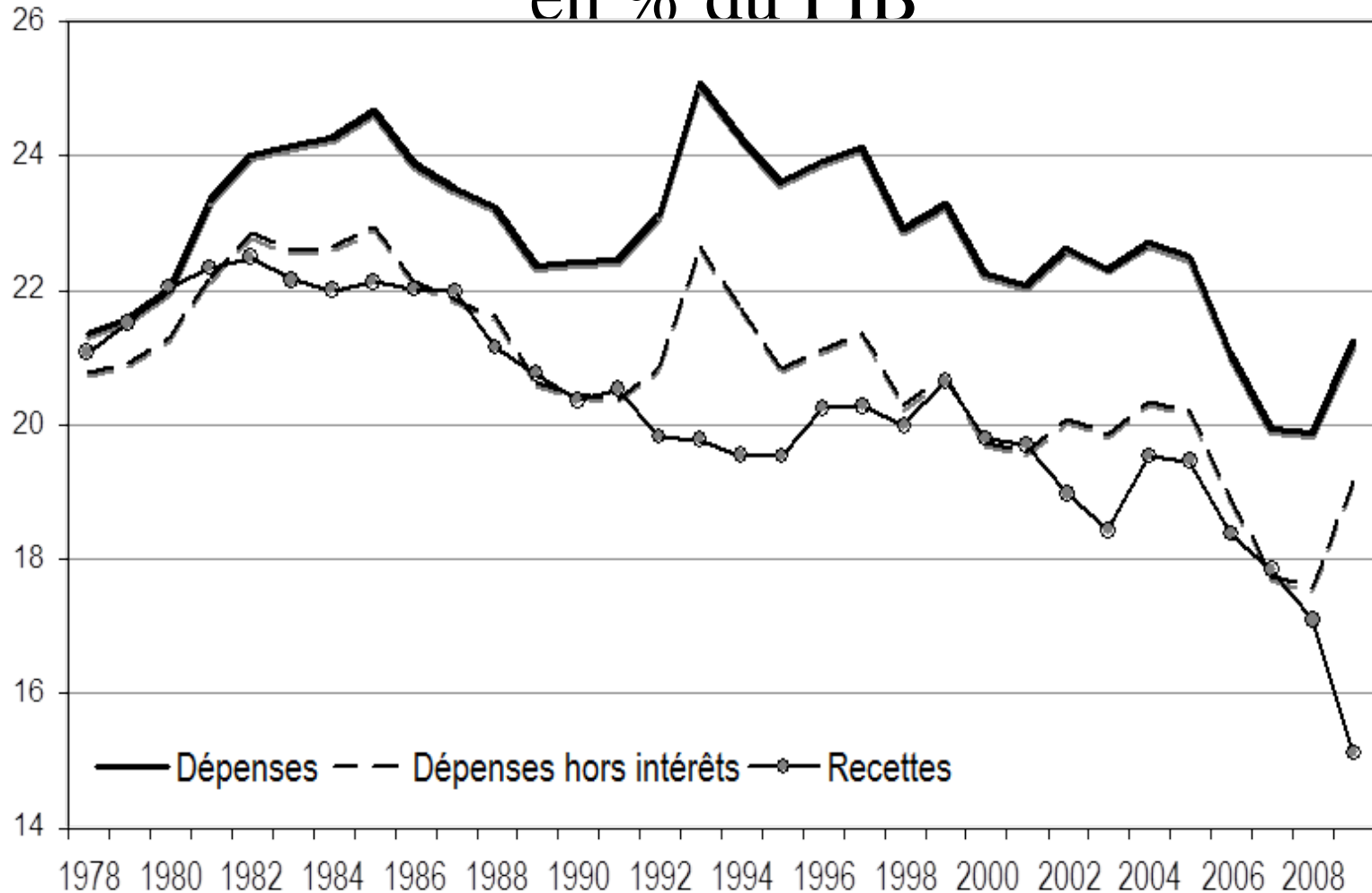
- Qu'est-ce que c'est ?
- Différence entre dette publique et déficit
- Différence entre dette publique et dette du pays
- En France, la dette publique est de l'ordre de 1700 milliards :
 - Etat : 80%
 - Collectivités locales : 10%
 - Sécurité sociale : 10%

Evolution des dépenses publiques

- Avant la crise :
- France : en 1993, le point le plus haut = 55%
en 2007, elles sont de 52,3%
du PIB
- Moyenne européenne : 47,6%
- Suède : 54%
- Grèce : 42%
- Etats-Unis: 33,33%
- Japon : 33,7%

Evolution des dépenses et des recettes de l'Etat

en % du PIB

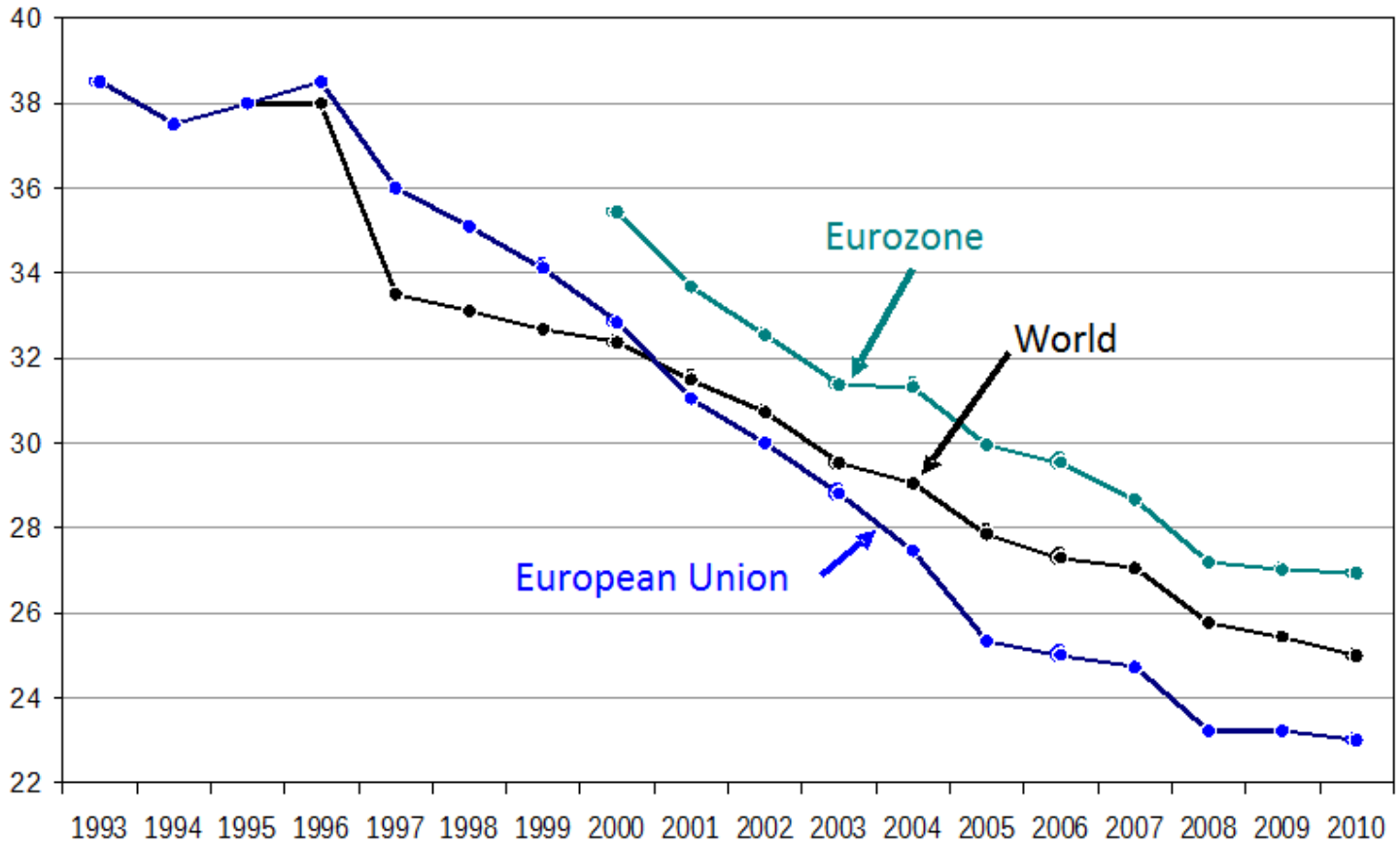


Source : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/etudes2010/19.pdf>

Alors quelles sont les causes ?

1. Baisse des recettes fiscales :
 - Impôts sur les sociétés, Taux réel d'imposition
 - IRPP
 - Cadeaux fiscaux et niches
2. Effet boule de neige
3. Appel aux marchés financiers
4. Crise et sauvetage des institutions financières
5. Spéculation sur les titres des dettes souveraines

Taux moyen d'imposition des sociétés 1993-2010



Source :
KPMG

Taux d'imposition sur les sociétés

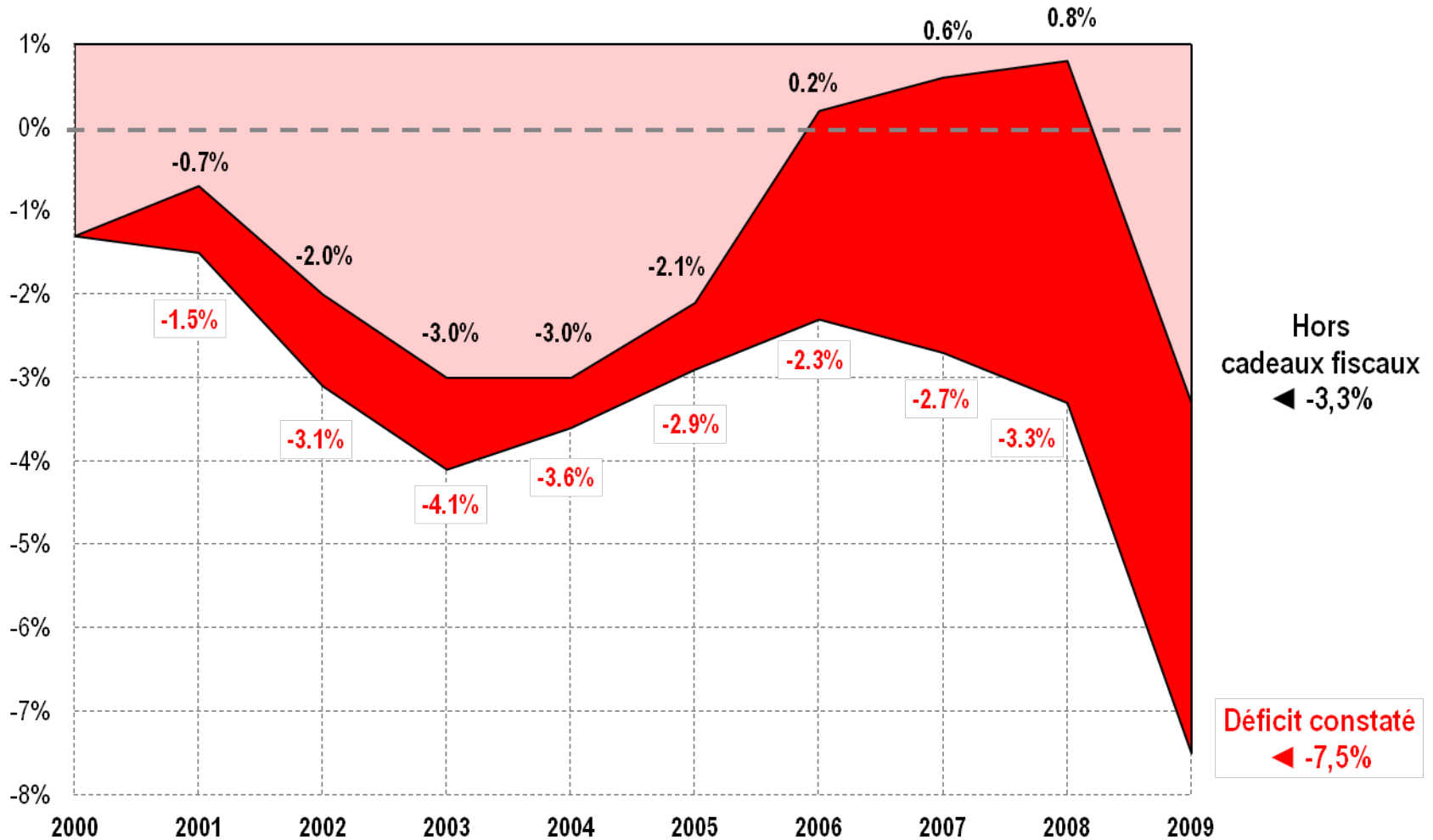
Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	de 25,5 à 29,6 %
Royaume-Uni	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

IRPP: taux d'imposition marginal sur les revenus

Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50 ,1 %	40 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

Sources: SNUI « Pour un serpent fiscal européen et Attac « Pour un big bang fiscal »

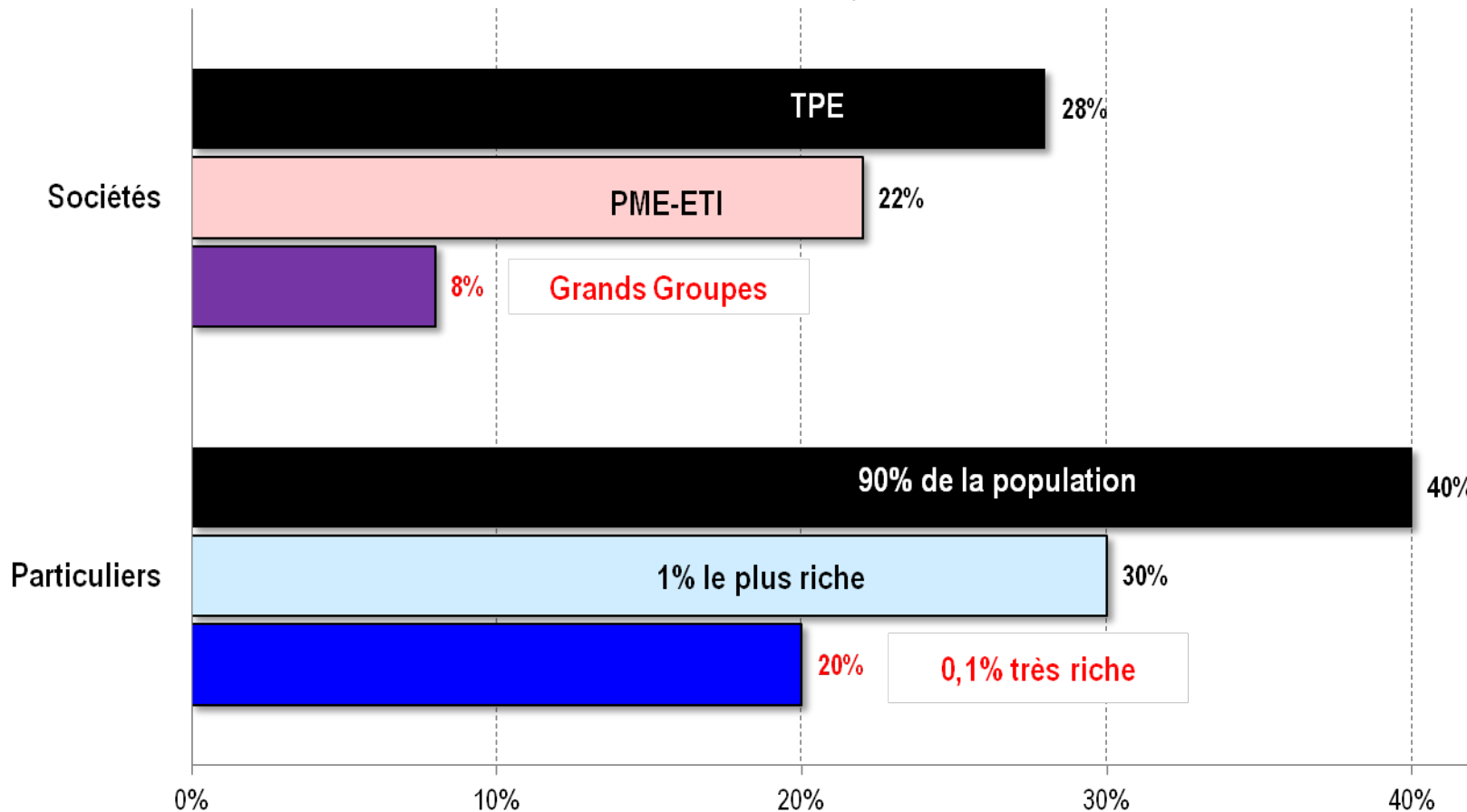
Déficit budgétaire en % du PIB et part induite par les cadeaux fiscaux



Source : Rapport Carrez à l'Assemblée nationale (juin. 2010) ; M. Husson (hussonet : note 17)

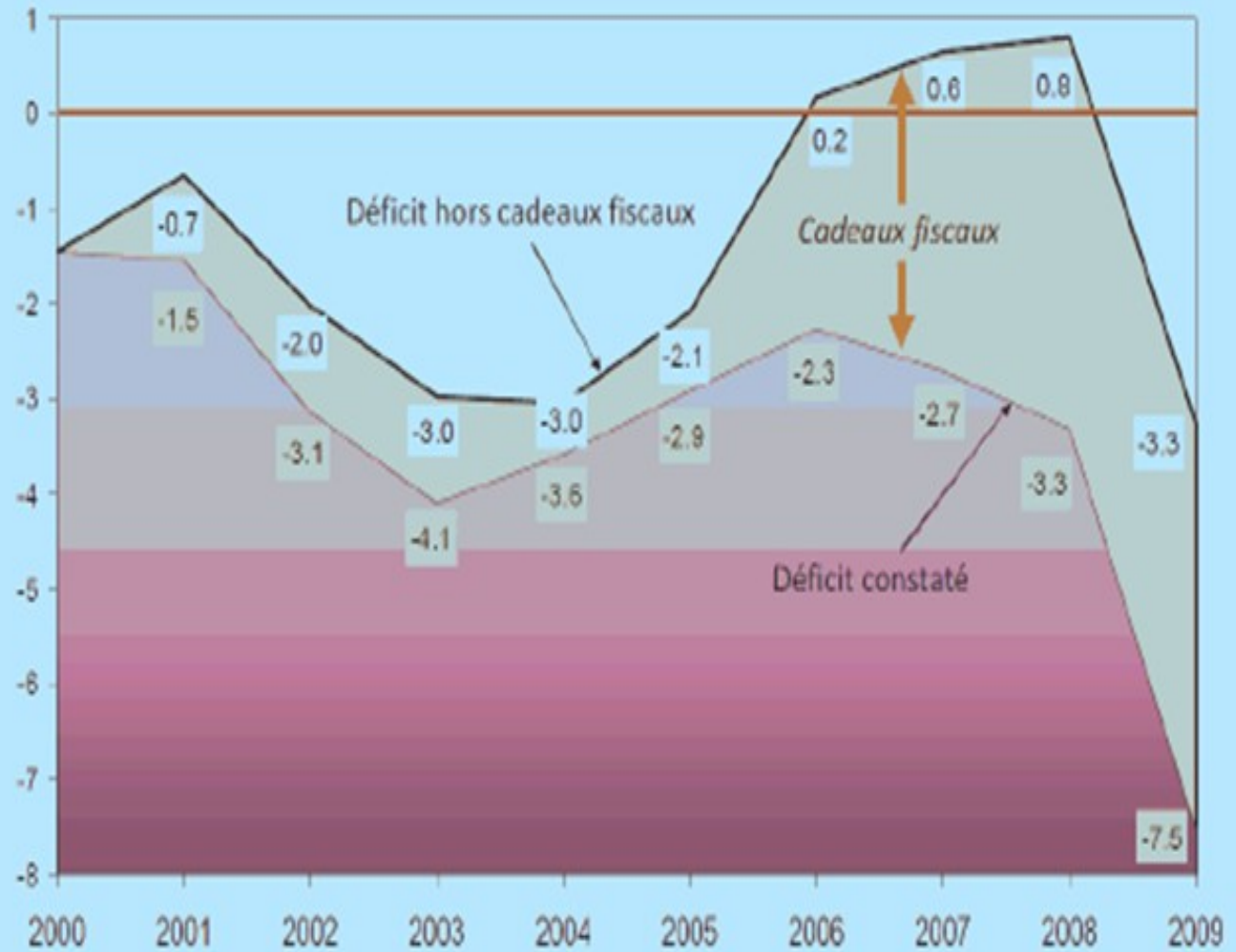
Taux d'imposition sur la tranche de revenus la plus élevée

Taux d'imposition réels moyens comparés (IS et prélèvements obligatoires en % du revenu)



Déficit hors cadeaux fiscaux et déficit constaté

Cadeaux fiscaux et déficit budgétaire, en % du PIB



Source : H. Wilno " La dette publique : six questions, six réponses "
d'après le Rapport Carrez, Assemblée nationale, 2010

Effet boule de neige

- Taux nominal
- Taux d'intérêt réel
- Déficit primaire
- Sans effet « boule de neige » et même avec paiement des intérêts, le stock de la dette publique aurait été en 2008 de 43,8% au lieu de 67,4%

Appel aux marchés financiers

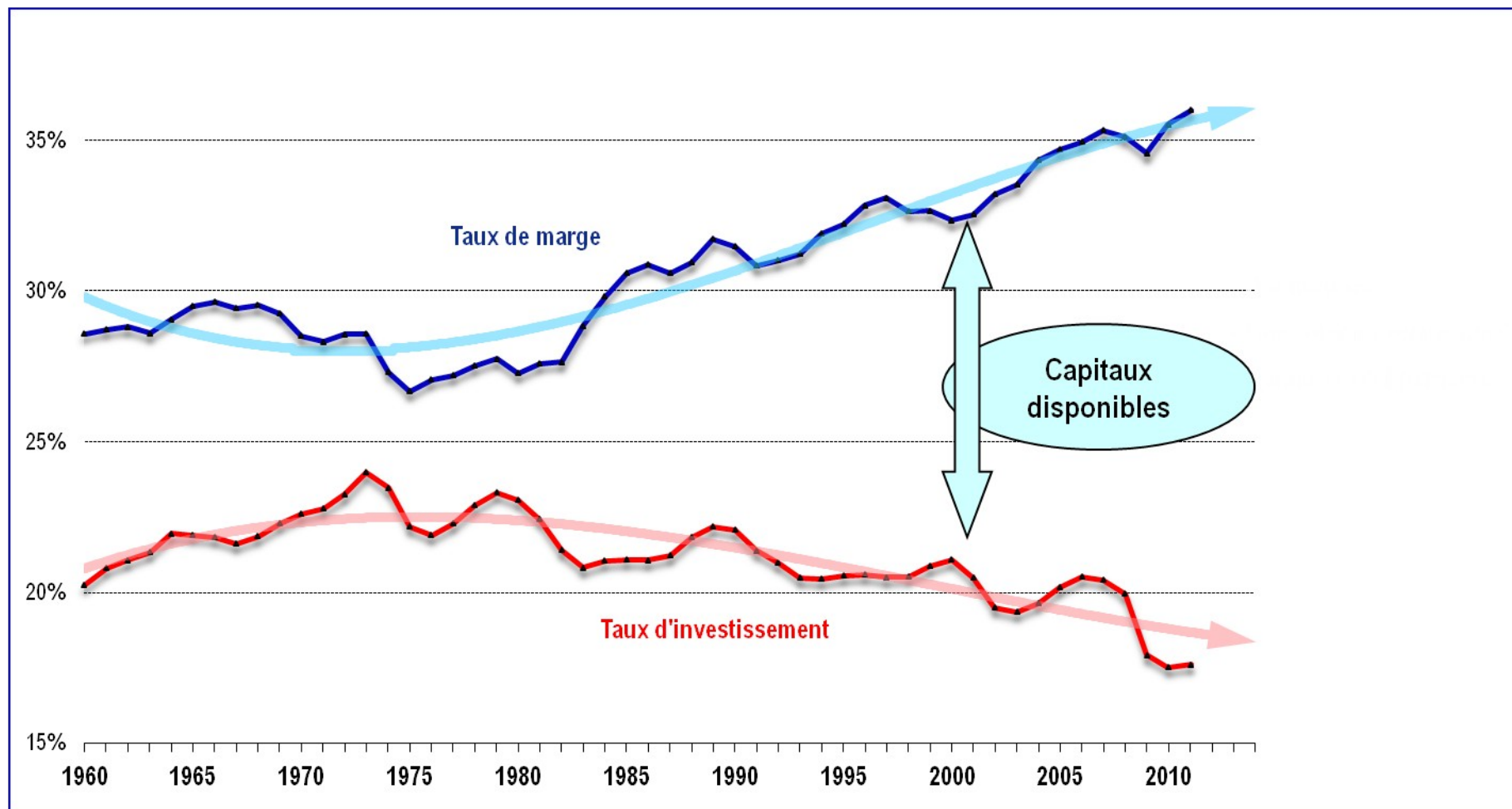
- Politique néolibérale :
 - Libéralisation des mouvements de capitaux
 - Déréglementation
 - montée des marchés financiers
 - Financiarisation des stratégies d'entreprise
 - Transformations de la gestion de la force de travail
 - Évolution des salaires
 - Régression de la protection sociale
 - Chômage élevé
 - Précarité croissante
- Loi de janvier 1973
- Traité de Maastricht et traité de Lisbonne
- Indépendance de la BCE



Conséquences sur les entreprises et l'emploi

- Financiarisation des stratégies des entreprises
 - Enrichissement des actionnaires (valeur actionnariale, rentabilité financière, dividendes, rachat de leurs propres actions par les entreprises)
- ⇒ Conséquences sur l'emploi et les salaires
- Evolution des salaires
 - Licenciements boursiers
 - Chômage et précarisation
 - Régression de la protection sociale

Taux de marge et taux d'investissement USA + Europe + Japon (en % du PIB) 1960-2011



Source : données tous secteurs Ameco (com. européenne) traitées par M. Husson

Taux de marge = résultat d'exploitation/ VA ou équivalent

Taux d'investissement = FBCF/VA

Puis vint la crise...



Impact de la crise

- Avant la crise :
 - France, R-U, Portugal, déficit de 2,7 à 2,8% PIB
 - Grèce déficit de 6,7%
 - Irlande équilibre en 2007, Espagne excédentaire 1,9%, Danemark excédent de 4,8% en 2007
- Effets de la crise :
 - Récession, baisse des recettes, sauvetage des banques et injection massives de liquidité
- Depuis...
 - Irlande déficit de 32% en 2010
 - Espagne déficit 9,3%
 - Danemark déficit de 5,2%
 - Grèce déficit autour de 10%

Crise de la dette ou dette de la crise ?



Sauvetage des banques

- Gouvernement dit : le sauvetage des banques n'a rien coûté, il aurait même rapporté, « circulez, y a rien à voir »
- Quelques petites «omissions» :
 - Quid de la recapitalisation de Dexia ?
 - Les encours de prêts qui courent jusqu'en 2014 avec un risque de défaut de remboursement jusqu'à cette date
 - Les manques à gagner :
 - L'écart entre les prêts consentis par la SFEF aux banques et les conditions de marché
 - Le plafonnement de la plus-value de rachat des actions à 3% => manque à gagner de l'ordre de 5,3 milliards d'€ dans le cas de BNP Paribas et à 492 millions d'€ dans le cas de la Société Générale
 - La générosité de l'État quand il s'agit des établissements de crédit exemple des fonds d'épargne collectés au moyen des différents livrets (livret A, livret de développement durable, livret d'épargne populaire...)
- La rémunération moyenne des dirigeants de banques françaises a augmenté de 44,8% en 2010

- Qui est responsable de la crise 2007 ?
- Qui a spéculé contre les Etats ?
- Avec quel argent ?
- Quelles conséquences ?
- Règle d'or
- Qui paie la crise ?
- Efficacité des politiques





L'architecture déséquilibrée de la zone euro

- Crise est l'aboutissement des choix politiques qui ont présidé à la construction européenne
- Monnaie vecteur principal d'intégration européenne
- BCE indépendante, chargée de la politique monétaire
- Objectif prioritaire de la politique monétaire est la stabilité des prix

Que faire de la dette souveraine ?

- Appel pour un audit citoyen de la dette publique

www.audit-citoyen.org

- On veut voir la facture !
- L'audit n'est pas une affaire d'experts
- A qui a profité la dette ?
- Annulation des dettes illégitimes
- Contrôle des banques, Socialisation des banques
- Briser les marchés financiers (TTF, marchés à terme, produits dérivés, paradis fiscaux...)

Nous ne payerons pas leur dette !

